



Tous différents, mais tous acteurs

L'un des objectifs de Projection est de contribuer à décloisonner les métiers et les structures avec l'idée de mieux se connaître pour mieux travailler ensemble.

ONG, opérateurs privés, chercheurs, bailleurs de fonds, collectivités locales, organismes d'Etat, etc... se côtoient de plus en plus nombreux sur le terrain. Or, pour répondre le mieux aux besoins en tenant compte des particularités locales, il est primordial qu'ils communiquent et apprennent à se connaître, échantent leurs idées et leurs pratiques, qu'ils soient acteurs « du nord » ou « du sud ».

Il ne s'agit pas forcément d'uniformiser leurs approches et modes d'interventions, qui peuvent être complémentaires, mais de travailler ensemble de la façon la plus efficace et pertinente possible.

Nous essayons de garder cela à l'esprit pour chacune des activités qu'initie Projection. Mais nous irons encore plus loin en dédiant, à l'avenir, un certain nombre d'entre elles - et pas des moindres vous le verrez !- à la compréhension des « acteurs et modes d'interventions ».

Sommaire :

- Zoom sur « je réseaute, tu réseautes...nous réseautons! » (p. 2-3)
- Zoom sur le renforcement des compétences des acteurs de l'assainissement au Niger (p. 4-5)
- La parole aux juniors: Retour sur la 1^{ère} édition des « Journées Métiers des Opérateurs » du 10 au 12 mai à Ouagadougou (p. 6-7)
- La parole aux seniors: interview d'Ali Hassane (p.8-9)
- Actualité: Journée d'échanges Projection à l'AFD le 27 mai 2010 (p. 10-11)
- Actualités et infos pratiques (p.12)

Cette newsletter vous permettra ainsi de toucher du doigt un certain nombre de problématiques liées à la diversité des métiers et acteurs. Quel est par exemple l'intérêt de plateformes-réseaux comme Projection, l'AJECID ou l'ADP ? Contribuent-elles au décloisonnement des métiers ? On sait que la formation et le renforcement des compétences et des capacités sont des facteurs clés dans la réussite des projets d'accès aux services essentiels. L'adage « mieux se connaître pour mieux travailler ensemble » s'applique-t-il suffisamment lors de l'identification des formations nécessaires, etc... ?

Petit retour également sur notre journée d'échanges du 27 mai, à l'AFD, dédiée à cette thématique des modes d'interventions. L'occasion de vous remercier d'être venus nombreux donner votre avis, et vous inviter à continuer à nous faire part de vos suggestions, sur notre site internet par exemple ! De nouvelles animations vous attendent tout prochainement, avec notamment le lancement du « Mur de Projection »...



Zoom sur :

Je réseaute, tu réseoutes...nous réseautons!

Projection a initié ses nouveaux partenariats avec **l'AdP** (Association de Professionnels- Villes en Développement) et l'**AJECID** (Association des Jeunes Experts pour la Coopération Internationale et le Développement) par une rencontre mensuelle sur les « associations-réseaux ».

L'événement s'est tenu le mercredi 28 avril 2010 au Pain Quotidien, un bar-restaurant bio de la rue des archives. Myriam Launay, chargée de mission de Projection, Aurélie Jehanno, trésorière de l'AdP et Camille Al Daghabay, présidente de l'AJECID, y représentaient leurs structures et ont, à partir de leurs expériences associatives, nourri le débat et les échanges...

« Dessine moi un réseau ! »

C'est ainsi que Projection avait intitulé sa rencontre et le premier exercice mené avec les participants a précisément été la définition d'un « réseau ». Un tour de table a permis de prendre le mot dans son acception large: réseaux d'anciens élèves; réseaux professionnels, familiaux, religieux; réseaux sociaux, etc. Le constat dressé est que nous sommes clairement dans une société qui « réseaute » beaucoup et dans tous les sens! ... Mais pourquoi ?

Nous pensons spontanément en termes de réseaux; ce sont des outils, des ressources, « des fils invisibles » dont on dispose, qui nous entourent et que l'on peut activer selon le contexte, le besoin ou l'envie. Dès lors, pourquoi formaliser ces réseaux dans le cadre d'associations? Quelle en est la valeur ajoutée?



Photo; Projection « rencontre « dessine-moi un réseau », 28 avril 2010.

Pour initier la rencontre, trois questions-clé ont été posées aux participants :

- Pourquoi avez-vous intégré un réseau ou pourquoi envisagez-vous de le faire?
- Quelle forme concrète prend votre adhésion à ce(s) réseau(x)?
- Que vous manque-t-il dans ce(s) réseau(x)?



Un réseau pour quoi ? Un réseau pour qui ? Un réseau comment ?

Une « association-réseau » ne peut pas être uniquement un agrégat d'intérêts particulier. Elle ne serait pas viable. Il semble que l'impulsion première d'adhésion à une « association-réseau » soit souvent motivée par un intérêt spontané (recherche d'informations, notamment d'emploi) et qu'il évolue dans le temps. Pour que les personnes restent dans une association, il faut qu'elles continuent d'y trouver leur compte à moyen ou long terme.

Les jeunes professionnels ont réparti les membres des « associations-réseaux » en deux groupes: **les récepteurs**, qui sont souvent passifs et « consomment » davantage l'information et **les contributeurs**, qui sont actifs et moteurs, davantage investis en portant et proposant des activités de l'association.

De manière générale, on entre dans un réseau en tant que récepteur et on y évolue parfois en contributeur. L'évolution peut être liée à la naissance d'une vocation militante (pour défendre une cause) ou à la stimulation intellectuelle ou sociale qu'on en tire.

Certaines associations se prêtent plus à une forme d'investissement qu'à une autre. Le cas de Projection est édifiant de ce point de vue: l'association est le réseau. Son objectif et sa « cause » sont précisément l'échange et le débat.

Echanges et débats entre générations, entre secteurs, entre métiers, entre continents... c'est souvent la complémentarité des profils qui alimente un réseau. Lorsque les antagonismes et les différences sont dépassées pour atteindre un objectif d'efficacité et de qualité, tous les acteurs s'y retrouvent!

Les jeunes professionnels se sont posé la question de leur assiduité dans leur(s) réseau(x), du niveau de responsabilité et d'engagement qu'ils y avaient ou qu'ils sentaient y avoir. De manière générale, il semble qu'on attend de retirer d'un réseau plus que ce qu'on y donne... ce qui alimente parfois la frustration des contributeurs fidèles!

Le cercle vertueux des réseaux

Contributeurs et récepteurs ont longuement discuté de leurs quotidiens et préoccupations respectives dans leur vie au sein de leur « association-réseau »: prise de responsabilités, engagement, etc. La question de la cotisation comme garantie d'investissement des membres a également été abordée. Mais au final il semble qu'il n'y ait pas de recette magique et plus un réseau est intéressant dans le fond et vivant et dynamique dans la forme, plus il attire, plus il fonctionne car on a envie de s'y investir.

Pour s'y retrouver et continuer à avoir envie de participer et d'échanger, les jeunes professionnels ont pointé l'importance de l'objectif. De rencontres en articles et en réunions, les membres des réseaux ont besoin de construire. Il faut donc un objet commun clairement identifié à travailler ensemble au fil du temps.

« Le réseau c'est nous ! »

Telle est la conclusion que les jeunes professionnels ont dressé au terme de la rencontre.

C'est l'envie de partager et l'enthousiasme des membres (récepteurs comme contributeurs), qui sont communicatifs et qui font le réseau. La formalisation de ce dernier en association ne change rien à cette donnée de base et même avec la dimension financière spécifique à certaines associations (cotisations des membres, partenariats financiers, existence de salariés, etc) si les membres cessent de faire vivre le réseau, alors il n'y a plus d'association...



Zoom sur :

Le renforcement des compétences des acteurs de l'assainissement au Niger

En mars 2009, lors du Forum Mondial de l'Eau à Istanbul, les jeunes professionnels du réseau Projection faisaient part de leurs constats sur les pratiques en matière de renforcement de compétences. En 2010, Projection continue de mettre en avant l'importance de cette question en menant une étude au Niger sur les besoins des acteurs de l'assainissement et les offres de formations existantes. De quoi réfléchir à ce qui se cache derrière l'expression consacrée de « renforcement des compétences ».

« Dans l'assainissement, le renforcement des compétences est un enjeu clé »...

Dans le monde du développement où le terme de « renforcement des compétences » semble relever surtout de l'effet de mode, il est difficile de redonner toute sa force à cette affirmation. Certes, beaucoup de programmes intègrent désormais un volet « renforcement de capacités » dans leurs activités, souvent à la demande des bailleurs. Cependant, derrière ce terme, se cache une multiplicité de pratiques dont il est souvent difficile de mesurer le réel impact.

Et pourtant, le renforcement des compétences est un enjeu clé. Il suffit de regarder ce qui se passe sur le terrain. Prenons le cas des communes nigériennes. Dans telle commune, l'agent d'hygiène et d'assainissement est un ancien agent d'état civil. Dans telle autre commune, le chef du service technique est le seul technicien formé en hygiène et en assainissement. Les autres personnes de son service ne sont pas des professionnels du domaine et ont un niveau d'étude équivalent à la troisième du collège d'enseignement général. Plus globalement, si l'on interroge les acteurs qui travaillent dans ce domaine, tous vous diront qu'il est difficile de recruter des personnes réellement spécialisées en assainissement. Ils sont souvent obligés de prendre des profils plus généralistes et de les former une fois en place.

Quelles formations pour quels métiers ?

Il existe des écoles réputées dans la sous-région comme le 2IE (Institut International d'Ingénierie pour l'eau et l'Environnement) ou l'école Polytechnique de Yaoundé. Lors d'une visite au 2IE, nous avons d'ailleurs rencontré beaucoup d'étudiants nigériens venus se former aux métiers de l'assainissement. Mais alors, pourquoi ne les retrouvons-nous pas au niveau des communes ? Plusieurs explications peuvent être apportées.

Tout d'abord parce que mis à part quelques exemples, il existe encore peu d'écoles vraiment spécialisées dans le domaine de l'assainissement. L'offre de formation supérieure se fait principalement par les universités ou des écoles d'ingénieurs « généralistes » qui ne proposent dans leurs cursus de formations que des options ou des modules en lien avec le domaine.

Ensuite, ces formations ne sont pas toujours adaptées aux besoins des communes. Les écoles précitées forment avant tout des ingénieurs qui occuperont éventuellement les postes d'encadrement. Il existe également des formations pour les artisans qui interviennent dans la confection et l'entretien des latrines. Mais peu de formations existent pour l'instant pour les catégories intermédiaires. Au Niger, une seule école propose une formation initiale et continue de technicien d'hygiène et assainissement. En 2008-2009, 5 personnes l'ont suivie...

Certaines de ces écoles ont identifié les nouveaux besoins liés à la décentralisation et commencent à adapter leurs formations pour y répondre. Mais la nouvelle génération n'est pas encore formée et ces formations prestigieuses ne sont pas toujours financièrement accessibles à tous.

Enfin, même si des personnes sont formées aux métiers de l'assainissement les communes n'ont pas toujours les moyens financiers pour investir dans les ressources humaines. Elles font face alors à la « concurrence » des ONG ou des bureaux d'études qui captent ces compétences avec des salaires plus attractifs (et versés plus régulièrement).

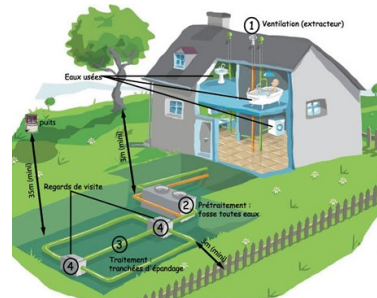
La formation-action : pour que le renforcement des compétences renforce vraiment les acteurs dans leurs métiers

Si l'étude sur la situation nigérienne a permis de mieux cerner les besoins, elle a surtout fait ressortir l'importance de réfléchir aux solutions. C'est ce que nous proposons de faire avec certains membres de Projection qui se sont impliqués depuis quelques semaines dans l'écriture d'un article collaboratif sur le renforcement de capacités. Voici quelques axes que nous souhaitons approfondir avec eux :

- Lors de l'Atelier International « Jeunes professionnels de l'assainissement » à Niamey en janvier 2009, nous avons fait le constat que les programmes de renforcement des compétences se multipliaient mais n'étaient pas toujours adaptés. Ponctuelles, inadaptées aux besoins locaux, trop souvent axées sur la technique au détriment d'autres aspects tout aussi importants, ces formations changent souvent bien peu les pratiques.

Techniques de réhabilitation des réseaux d'assainissement : évaluation, certification, problématique des raccordements

Formation théorique de 3 jours au Gondwana



Les per diem seront payés en dollars US sur la base du taux en vigueur aux Nations Unies.



Un bon exemple de renforcement de compétence? Info ou infox?

Réagissez et faites nous part de vos expériences en matière de formation et renforcement de compétences sur le site de [Projection](#).

- Pour que ces formations impliquent une véritable évolution, il convient, en amont, d'apprendre à connaître les métiers et les compétences, d'identifier celles qui ont besoin d'être renforcées. Un travail de référencement des formations et des métiers est d'ailleurs mené par plusieurs acteurs en Afrique de l'Ouest : dans le cadre du programme « Stratégie Municipale Concertée » (SMC), le pS-Eau (programme Solidarité Eau) et le Partenariat pour le Développement Municipal (PDM) sont en train d'identifier les métiers de l'eau potable et de l'assainissement au niveau des villes dans plusieurs pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) ; Ingénieurs Sans Frontières (ISF) avec une étude sur la place des ingénieurs du Sud, leur formation et leur insertion professionnelle dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, a référencé les formations existantes en Afrique de l'Ouest (l'étude porte principalement sur le Burkina Faso, le Cameroun et le Sénégal). L'étude menée par Projection (sur financement du SIAAP) sur les besoins et les formations existantes au Niger en matière d'assainissement vient compléter ces travaux.

- Le renforcement de compétences doit répondre plus précisément aux besoins de chaque personne. Il est donc important de se concentrer sur les actions menées par les personnes bénéficiant de ce renforcement afin de leur donner les outils dont elles ont vraiment besoin pour mettre en œuvre un service d'assainissement. On

peut parler de « formation-action », ou formation tournée vers l'action.

- Enfin, un accompagnement sur le long terme est indispensable, pour que les professionnels ainsi formés puissent vraiment intégrer ce qu'ils ont appris, au travers d'une mise en pratique. La participation à des réseaux professionnels comme Projection peut être un bon moyen pour continuer à s'auto-former.

Nous espérons que ce travail collaboratif nous permettra donc de faire émerger des solutions innovantes et vraiment adaptées pour renforcer les compétences des professionnels du secteur.

Retrouvez [la synthèse de l'étude en ligne](#)

Participer avec d'autres membres à la [réflexion sur le renforcement des compétences](#)



La parole aux juniors :

Retour sur la 1^{ère} édition des « Journées Métiers des Opérateurs » du 10 au 12 mai à Ouagadougou

La 1^{ère} édition des « Journées Métiers des Opérateurs » s'est déroulée du 10 au 12 mai 2010 à Ouagadougou, dans les locaux de l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement : le « 2iE ». Elle avait pour thème la gestion clientèle dans les services d'eau des villes intermédiaires.

Cet évènement est une initiative du 2iE et de « Water and Development Alliance » (WDA), association fondée par SUEZ ENVIRONNEMENT.

Water and Development Alliance (WDA) regroupe des opérateurs et des institutions qui œuvrent pour développer l'accès aux services de l'eau et de l'assainissement en milieu urbain dans les pays en développement.

Cette association de type loi 1901 a été initiée par SUEZ ENVIRONNEMENT avec les objectifs suivants : épauler la mise en réseau des opérateurs des pays en développement, favoriser les échanges directs de savoir-faire, et élaborer des solutions répondant à leurs problématiques de terrain.

WDA présente deux caractéristiques :

- L'association se focalise sur les questions spécifiques au milieu urbain dans les pays en développement, avec un intérêt particulier pour les villes intermédiaires.
- Elle s'adresse avant tout aux opérationnels et se concentre sur les problématiques concrètes qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier. Cela peut paraître anodin mais il est difficile de rassembler des personnes ayant à la fois une vision globale des enjeux de leur service, une position qui leur permet d'initier des changements au sein de leur structure et des compétences managériales et techniques éprouvées.

Le 2iE est devenu membre de l'association WDA en 2009. Ces deux structures ont associé leurs compétences et leurs moyens pour lancer les « Journées Métiers des Opérateurs » (JMO), série d'ateliers portant sur les problématiques opérationnelles rencontrées par les opérateurs des services d'eau et d'assainissement dans les villes des pays en développement.

La 1^{ère} édition des JMO portait sur les questions de gestion clientèle dans les services de l'eau des villes intermédiaires. Ce thème est déterminant pour les opérateurs et pour les usagers, mais finalement peu traité, et souvent mal résolu !

Afin de préparer cet atelier, une session technique avait été organisée sur le même thème par WDA et le 2iE à l'occasion du 15^{ème} Congrès de l'Association Africaine

de l'Eau qui s'est déroulé à Kampala (Ouganda) en mars 2010.

Grâce à cette session préparatoire et suite aux discussions avec les participants à Ouagadougou, quatre thèmes de travail ont été sélectionnés : 1) les systèmes d'information clientèle, 2) l'inventaire des consommateurs, 3) le cycle de relève/facturation/encaissement et 4) les quartiers défavorisés.

“ La question de la gestion clientèle dans les services d'eau est souvent peu traitée alors qu'elle est déterminante pour les opérateurs et pour les usagers ”

Au total, une cinquantaine de participants a assisté à ces trois journées et près de 15 pays africains étaient représentés, anglophones et francophones. Comme souhaité par WDA et le 2iE, les opérateurs d'eau et d'assainissement étaient majoritaires pour que les débats restent centrés sur leurs problèmes : opérateurs de villes intermédiaires, opérateurs nationaux, petits opérateurs gérant des quartiers périphériques.

Mais d'autres acteurs étaient présents et ont fait part de leurs expériences et de leurs besoins en matière de gestion clientèle : autorités locales et nationales, organisations professionnelles, organismes de coopération et pro-



grammes de développement, bailleurs de fond, ONG, etc.

Les réalités sont bien sûr très différentes selon qu'il s'agisse d'un maire, d'un petit opérateur gérant quelques centaines de clients dans un quartier périphérique, d'un opérateur national ayant en charge plusieurs grands centres urbains, d'une ONG portant la voix des consommateurs, d'un service en charge de l'aménagement urbain d'une grande ville, etc.

Néanmoins, le travail par petits groupes et le fil rouge « discutons « métier » » ont permis de débattre très concrètement des problèmes rencontrés et d'avancer sur des pistes de solutions.

Le groupe de travail sur le cycle RFE (Relève Facturation Encaissement), par exemple, est allé loin dans les échanges en se concentrant sur quelques points : avantages et inconvénients des différents cycles de relève mis en oeuvre par les opérateurs du groupe, problèmes liés à l'inaccessibilité des compteurs, ajustement de la facturation en fonction de son coût, méthodes de paiement pour réduire les files d'attente, etc.

L'atelier s'est clôturé dans l'enthousiasme par la visite de l'usine de Ziga, exploitée par l'ONEA (Office National de l'Eau et de l'Assainissement), qui alimente Ouagadougou en eau potable.

Rendez-vous à la prochaine édition des JMO !

Solenne de Gromard





La parole aux seniors:



Interview d'Ali Hassane

Ali Hassane est responsable de la cellule Assainissement et Gestion des déchets (AGD) de l'ONG RAIL Niger (Réseau d'Appui aux Initiatives Locales- Niger).

Son parcours atypique, permet de s'interroger sur les métiers de l'assainissement et leur faible valorisation.

Un « ingénieur aux pieds nus »

P: Pouvez-vous nous expliquer comment vous êtes « tombé » dans l'assainissement ?

AH : Mon cas est assez spécifique puisque je suis venu à l'assainissement par la force des choses. En effet, je suis psychologue de formation. Je n'ai donc rien à voir a priori avec l'assainissement si ce n'est « l'assainissement de la personnalité » !

J'ai tout d'abord intégré l'équipe du RAIL comme coordinateur du programme de coopération décentralisée entre la commune urbaine de Filingué (située au nord-est de Niamey, dans le département du même nom, région de Tillabéri) et Athis-Mons (dans le département de l'Essonne). Cette coopération appuyait depuis quelques années un projet d'équipement en latrines.

Pourtant, nous avons constaté que les ménages, même équipés, continuaient de rejeter les eaux usées dans les rues. Nous nous sommes rendus compte alors que les gens vidaient leurs fosses dans les rues parce qu'il n'avaient pas de solution de curage. Nous avons donc mis en place ce service semi moderne, réalisé avec des moyens modestes, disponibles localement : une citerne de fabrication locale, posée sur une charrette tirée par un âne. Finalement, c'est un service qui fait école au Niger. Nous avons reçu la visite de plusieurs acteurs intéressés par cette initiative!

Les questions d'hygiène et d'assainissement, centrales dans ce projet, m'ont vraiment intéressé et j'y ai énormément réfléchi, même en dehors du cadre professionnel. En 2009, le RAIL a cherché un responsable pour la cellule Assainissement et Gestion des déchets. J'ai été recruté grâce à cette première expérience et à mon amour pour le métier. Nous avons fait du bon travail mais je suis un autodidacte dans le domaine! Si j'ai été choisi pour suivre ce projet, c'est qu'il était impossible de trouver un diplômé expérimenté en assainissement. C'est assez souvent le cas au Niger et la plupart de nos communes confient la gestion de l'assainissement à des

agents « faisant fonction ».

Pour m'accompagner dans cette nouvelle étape, je suis secondé par une volontaire française ayant, elle, une formation spécifique dans le domaine.



Il n'y a pas ou peu d'écoles spécialisées en assainissement au Niger



Les métiers de l'assainissement ne font pas rêver... ?

P: Il est rare d'entendre une personne dire qu'elle souhaite se lancer dans une carrière dans l'assainissement. Pourtant ce sont des métiers essentiels, qui demandent des compétences spécifiques. Selon vous, comment est-il possible de valoriser ces métiers (vidangeur, maçon, ingénieur en charge du suivi des travaux, responsable du service Propreté d'une municipalité, etc.) ?

AH : Il est en effet essentiel de valoriser ces métiers. Pour cela il faut faire beaucoup de communication sur la question. Je me souviens quand nous étions en classe de troisième et même en terminale, des agents de l'Etat passaient dans les classes pour expliquer aux élèves les différentes filières et les perspectives de métiers qui y sont associées. Mais jamais personne n'est venu pour nous présenter les métiers d'hygiène et d'assainissement.

Il faut dire qu'il n'existe pas (ou peu) d'écoles spécialisées dans ce domaine au Niger. Ce sont les écoles de santé qui proposent certains modules en assainissement mais ce n'est pas suffisant et encore moins attractif pour les jeunes.

Interview d'Ali Hassane (suite et fin)



Il est donc nécessaire dans un premier temps de créer des formations spécifiques dans ce domaine et de communiquer auprès des étudiants pour les inciter à s'intéresser à ces métiers. On peut leur montrer qu'il est possible de gagner sa vie en travaillant dans l'assainissement. Je peux citer l'exemple du vidangeur de Filingué, qui, contrairement à ce que l'on pourrait penser, est très fier de son travail : grâce à sa situation, il nourrit sa famille, scolarise ses enfants, s'achète de beaux vêtements.

Et cette filière est en phase de se développer : avec la décentralisation, de nouveaux métiers sont apparus. L'assainissement devrait vraiment être une activité stratégique pour ces communes et perçue comme telle par les décideurs. Lorsqu'une commune réussit à régler les problèmes d'assainissement sur son territoire, elle a atteint la moitié de ses objectifs. En effet, c'est un enjeu fort et la population jugera l'action de ses élus principalement sur ces aspects.

Développer les compétences en assainissement dans les villes des PED.

P: Quelles seraient alors les compétences à développer en priorité dans le domaine de l'assainissement?

Comme je l'ai dit, il n'y a pas de spécialiste de l'assainissement au Niger. Il est donc nécessaire dans un premier temps de former les « faisant fonction » à l'abc de l'assainissement. Il faut notamment qu'ils soient en capacité de convaincre les décideurs locaux d'investir dans l'assainissement et de faire émerger la demande au niveau des populations.

Une fois les décideurs convaincus et les ménages prêts à s'équiper, il faut pouvoir répondre à leurs besoins primaires. Pour cela les vidangeurs, les maçons, doivent avoir également été formés.



Photo: Souleyman Bachir, vidangeur à Filingué, Niger

La place des ONG dans le secteur de l'assainissement.

P: L'ONG Rail Niger intervient en appui à des collectivités pour la définition, la mise en œuvre et le suivi des projets d'assainissement. Ne pensez-vous pas qu'il puisse y avoir un risque que les ONG se substituent à des acteurs publics à qui revient normalement la responsabilité de ce service? Comment y pallier ?

Au niveau des communes, tout le monde est conscient qu'il y a un problème en matière d'assainissement. Cependant, il manque un élément déclencheur pour que les acteurs locaux agissent. Le déclic ne vient pas des élus, alors c'est à des acteurs comme les ONGs de « conscientiser » les décideurs autour des enjeux de l'assainissement.

Au RAIL, nous évitons de faire « à la place de », on « fait faire » ou on « fait avec ». Ainsi à Maradi (centre sud du Niger), un travail a été fait sur la définition de la stratégie de la communauté urbaine en matière de gestion des déchets. Dans le cadre de ce projet, nous avons amené les décideurs locaux à identifier les problèmes de la commune afin de susciter l'action. Aujourd'hui le projet est terminé et ce sont les trois communes de Maradi qui continuent de mettre en œuvre le service.

A Tessaoua (région de Maradi), nous avons procédé au recrutement d'un agent de l'assainissement au niveau de la mairie. Il travaille avec les agents du RAIL dans une logique de transfert de compétences. D'autre part, il a été décidé que 80% de ce poste soient financés la première année par le SIAAP (Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne) et 20% par la commune de Tessaoua. La deuxième année, on passe à un financement 50-50. La troisième année, la commune prend en charge 80% du poste puis 100% la quatrième année. Si l'on n'avait pas choisi ce système de paiement dégressif, la commune nous aurait répondu qu'elle n'avait pas les moyens de prendre en charge le poste de cet agent.

Il faut donc vraiment impliquer au maximum celui qui va prendre la relève même si ce n'est pas toujours facile. Il faut souvent répéter les mêmes choses, parfois prévoir des instances vers qui se tourner pour recadrer les équipes. Il y a toujours des solutions pour éviter les blocages, même si c'est long.

Plutôt que de se substituer, nos actions sont donc tournées vers une logique d'accompagnement, de transfert des compétences.

Actualité:

Journée d'échanges Projection à l'AFD le 27 mai 2010

Le 27 mai dernier, Projection organisait à l'Agence Française de Développement (AFD), une grande journée d'échanges. L'eau, l'assainissement et les déchets y ont été abordés par le prisme des « acteurs et des modes d'intervention »...

Parcours de seniors, séquences « speednetworking », brainstorming en ateliers sur les métiers dans le domaine des services essentiels...: retour sur une journée riche en réseautage!

Séquence débats



Jocelyne Durany est sociologue indépendante depuis les années 70.

Elle a participé à de nombreux projets d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement financés par des bailleurs. Son constat est que la conception des mesures d'accompagnement et de leur place dans la mise en œuvre d'un projet a énormément changé au cours des dernières décennies. Alors qu'il était question avant « d'organiser les populations » ou encore de « faire accepter les choix techniques aux populations » le volet dit « social » s'est étoffé de nombreuses composantes pour devenir

« des mesures d'accompagnement » complètes. Il s'agit aujourd'hui d'un tout qui recouvre aussi bien l'appui à la maîtrise d'ouvrage, le renforcement des capacités de tous les acteurs concernés par le projet aussi bien que la promotion des comportements adaptés. L'objectif global est alors de mettre en place un service adapté aux besoins et technique-ment, économiquement et socialement pérenne. Dans le même temps les équipes techniques des projets se sont rapprochées des équipes de socio-économistes contribuant ainsi à une meilleure participation des acteurs dès l'amont du projet, lors des études de faisabilité. Selon Mme Durany, le changement de contexte institutionnel, avec notamment la décentralisation, a constitué un des éléments déclencheurs de ces changements d'approche.

Olivier Gilbert est Délégué aux innovations sociales chez Veolia Eau. Il a expliqué que dans les cas de délégation du service de l'eau ou de l'électricité à un opérateur privé, les autorités publiques – villes ou Etats – fixent comme objectif contractuel la desserte en eau ou en électricité des quartiers défavorisés des centres ou des espaces ruraux alentours. Dans ce sens l'engagement politique des pays pour l'accès aux services essentiels des populations pauvres est un facteur déterminant. Les groupes comme Veolia font appel à des expertises internes ou externes pour prendre en compte cette question sociale de l'accès aux services essentiels des populations les plus pauvres. Cela demande souvent beaucoup d'innovations pour satisfaire les objectifs ainsi fixés par les autorités publiques.

Laurent Chabert d'Hières, Directeur Général de l'ONG Eau Vive a quant à lui opposé deux approches. La première consiste à mettre les mesures d'accompagnement au service des questions économiques suivant le principe « l'eau finance l'eau ». La seconde approche, prônée par Eau Vive, a pour principe fondamental que ceux qui ne sont pas en capacité de payer l'eau ne doivent pas être exclus du service. « L'approche pro-pauvre » permet, en recourant à différents mécanismes tels que la péréquation dans la tarification, le recours aux recettes fiscales ou même, comme en Mauritanie, la mobilisation des recettes de la téléphonie mobile, pour atteindre l'équilibre économique des services essentiels sans pour autant exclure les plus pauvres.

Selon M. Chabert d'Hières, l'objectif intrinsèque d'un projet de développement des services essentiels doit être avant tout le développement « sociétal » de la communauté concernée, c'est-à-dire la mutation des pouvoirs en place, avec un passage de l'autorité traditionnelle à la maîtrise d'ouvrage, l'apprentissage des outils méthodologiques, la progression du rapport entre la société civile et les autorités, etc.

Les échanges avec la salle ont permis d'établir le constat que les différentes conceptions des enjeux et des objectifs des mesures d'accompagnement des acteurs (bailleurs, ONG et groupes privés) tendent aujourd'hui à se rapprocher. L'idée est désormais communément portée – quoique de manière différente – que l'équilibre économique du secteur de l'eau doit être trouvé mais qu'il n'implique pas forcément le principe « l'eau finance l'eau ». Des mécanismes de solidarité intra sectorielle ou intersectorielle sont développés afin de mettre en place des solutions pro-pauvres. Par ailleurs la nécessaire implication de l'ensemble des acteurs ainsi que l'importance prépondérante de l'implication des autorités locales sont des principes de base des interventions des trois types d'acteurs du développement.



Séquence « speed networking »

Cette séquence, désormais spécialité des événements organisés par Projection, a une fois de plus, eu beaucoup de succès!

Métiers, profils, et secteurs divers et variés ont réseauté avant le déjeuner où les discussions se sont poursuivies...



Séquence brainstorming



Projection, c'est aujourd'hui 150 cerveaux bourrés d'idées! Le réseau s'attache à rester à l'écoute des attentes et des questionnements de ses membres pour développer ses activités et de nouveaux projets sur-mesure.

A l'horizon 2012, 3 grands chantiers issus des réflexions du réseau seront mis en place.

- Tout d'abord, il s'agit de l'ouverture au secteur de l'énergie dont nous étudions actuellement la faisabilité.

- Ensuite du projet « Sani Tsapta » (« savoir de l'assainissement » en langue Haoussa) dont l'idée a germé lors de l'atelier international de 2009 à Niamey et qui vise la mise en réseau des acteurs de l'assainissement en Afrique de l'ouest et la création d'une offre de formations complète en assainissement liquide au Niger.

- Enfin, le troisième chantier est l'organisation du Forum *DEFIS SUD* (Développement et Emploi, le Forum International des Services essentiels au SUD), premier forum dédié aux services essentiels dans les pays du Sud (comme son nom l'indique...).

C'est sur ce dernier projet que les participants ont planché en groupes sectoriels (eau, assainissement, déchets). Leur objectif : exprimer leurs attentes d'un forum des métiers en tant que jeune professionnel. De nombreuses réflexions ont été lancées sur la meilleure manière d'organiser l'espace forum afin de rendre lisible leur secteur et susciter des vocations. Nous avons d'ailleurs pu identifier la difficulté à rendre attractif et donc lisible, le secteur de la gestion des déchets. Par ailleurs, les participants ont également proposé des thématiques de débats et des formes originales dans l'objectif renouvelé de Projection d'être « pertinent en toute impertinence »...

Travail sur l'identification pour attirer, jeux de rôles pour comprendre, autodérision pour déconstruire les idées reçues, « top ten » des projets minables pour marquer les esprits... ces réflexions sont toujours en cours et nous continuerons d'échanger sur la plate-forme internet de Projection...we need you!

Retrouvez plus d'information sur *DEFIS SUD* dans la prochaine newsletter « l'essentiel ».

Séquence info/intox

Proposer une série d'affirmations toutes aussi impertinentes les unes que les autres à deux experts seniors sans langue de bois et vous obtiendrez une réflexion qui ne manque par de pertinence sur les services essentiels et le développement!



Morceaux choisis:

« L'exportation des déchets des pays du Nord vers le Sud est une formidable aide au développement pour les pays du Sud » : INFO OU INTOX?

Pour Gérard Bertolini économiste, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et spécialiste en rudologie (science des déchets) c'est une « info » pour les déchets à valoriser (comme par exemple le démantèlement naval en Inde) mais une « intox » pour les déchets ultimes et dangereux comme les déchets nucléaires.

« Les petits entrepreneurs locaux et le secteur informel sont indispensables pour relever le défi des services essentiels » : INFO OU INTOX?

Pour Maurice Bernard, Responsable de la Division Eau et Assainissement de l'AFD c'est une « intox » : c'est très tendance de le croire mais cela nous empêche de voir que c'est avant tout un signe de défaillance du service public.

Encore merci à nos deux experts de s'être livrés à ce petit jeu, en toute impertinence !

Autres citations :

« Les déchets c'est « un peu de technique, beaucoup d'économie et passionnément socio-culturel » G. Bertolini.

« Certes, les politiques de développement orientées vers les pauvres (pro-poor) ne profitent pas qu'aux pauvres mais elles ont le mérite d'exister » M. Bernard.



Les prochains rendez-vous

Rencontre mensuelle de juin 2010 - La valorisation des déchets-

Deux jeunes professionnelles des déchets viendront parler de projets qu'elles ont conduit à Nouakchott, en Mauritanie. Les échanges se formeront notamment autour d'un film **le mardi 29 juin de 19h à 21h**

Inscrivez-vous à la rencontre en écrivant à info@reseaprojection.org.

En juillet, si l'été parisien le permet, Projection vous proposera un « pique nique speednetworking »!

Atelier international



Atelier international Projection les 5,6 et 7 juillet à Ouagadougou

Le 2iE (Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement) de Ouagadougou, au Burkina Faso hébergera la 2ème édition de l'atelier international qu'organise Projection les 5, 6 et 7 juillet prochain sur le thème des déchets.

Qu'attendez-vous du Forum Mondial de l'Eau 2012 à Marseille?

Pour inaugurer le nouveau « Mur de Projection », sur notre site internet, l'équipe vous propose quinze jours de débats sur le Forum Mondial de l'Eau qui se prépare à Marseille en 2012.

Quels sont les enjeux de ce Forum pour vous, jeunes professionnels de l'eau et de l'assainissement? Vous sentez-vous impliqués? De quelle manière? Pourquoi?

Ce « Mur » est pour vous: pour témoigner, vous exprimer, échanger, partager... Nous vous attendons!

Pour participer, c'est très simple: publiez un commentaire en direct sur le site : www.reseaprojection.org

Venez nous rejoindre en vous inscrivant sur :

www.reseaprojection.org

Réseau Projection, 18 passage de la Bonne graine
75 011 Paris - Tel : 09 70 46 77 00